



BRÈVES ÉCONOMIQUES DU 9 JANVIER AU 15 JANVIER 2022

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES

AU CANADA

Brèves du 9 Janvier au 15 janvier 2022

Politiques économiques

L'endettement total du gouvernement canadien devrait doubler par rapport à l'endettement d'il y a 15 ans.

La dette combinée des gouvernements fédéraux et des provinces individuelles devrait cette année atteindre près de double de celle de 2007-2008, étant passée de 1,1 trillion de dollars à 2,1 trillions de dollars à la fin de cette année fiscale. La dette fédérale et provinciale équivaut désormais à environ 75% du PIB du pays. Parmi les provinces, c'est la Nouvelle-Ecosse qui présente le taux d'endettement le plus important, à près de 93% de son PIB; inversement, l'Alberta est celle qui présente le ratio le plus faible (43,5%). La pandémie de COVID-19 est la principale cause de cette augmentation de la dette. Pour l'Institut Fraser, les intérêts de cette dette pourraient à l'avenir peser davantage sur les finances publiques et ainsi limiter les ressources disponibles pour les programmes tels que la santé, l'éducation, les services sociaux, ainsi que les réductions d'impôts potentielles.

L'Office of the Superintendent of Financial Institutions (OSFI) propose de nouvelles règles de prêt plus strictes.

L'OSFI, l'organisme de réglementation et de surveillance des institutions financières au Canada, propose la limitation de la part des emprunteurs à

fort effet de levier, le durcissement des paramètres du service de la dette ainsi que le renforcement du test de résistance des prêts hypothécaires à risque. Ces nouvelles règles rendraient plus difficile encore l'obtention par les emprunteurs d'un prêt immobilier alors même que l'augmentation des conditions de crédit évince d'ores et déjà un nombre croissant d'entre eux. Ces propositions interviennent alors que les cas d'insolvabilité sont en hausse depuis plusieurs mois.

Les Canadiens quittent les grandes villes du Canada sur fond de crise du logement.

Les plus grandes villes du Canada deviennent de plus en plus coûteuses, obligeant des centaines de milliers de personnes à chercher un logement abordable ailleurs. Selon les données de Statistique Canada publiées en milieu de semaine dernière, en un an, Toronto a vu près de 100 000 personnes quitter la ville; Montréal et Vancouver ont de leur côté perdu respectivement 35 000 et 14 000 personnes. Ces départs ont toutefois été plus que compensés par la migration internationale, la plupart des nouveaux arrivants préférant les grandes villes aux zones rurales (600 000 personnes contre seulement 21 000 personnes).

Le Mexique et le Canada obtiennent gain de cause dans le différend commercial sur l'automobile qui les oppose aux États-Unis.

Le différend commercial concerne le calcul des « règles d'origine », c'est-à-dire la façon dont les véhicules fabriqués à partir de pièces produites dans les trois pays (Mexique, Canada et États-Unis) sont éligibles à l'exportation sans droits de douane



aux États-Unis. Le Mexique et le Canada avaient intenté une action en justice contre les États-Unis, soutenant que la méthode pour déterminer l'origine des pièces aurait rendu plus difficile pour leurs usines de bénéficier de l'exportation sans droits de douane. Un argumentaire qui a convaincu les arbitres, qui ont conclu que les États-Unis avaient effectivement violé l'accord USMCA.

Entreprises

Le Canada va acheter 88 chasseurs furtifs F-35 pour 19 milliards de dollars

Ce contrat est le résultat d'un accord avec le gouvernement des États-Unis, la société aérospatiale Lockheed Martin Corp. et le fabricant de moteurs d'avion Pratt & Whitney. Les premières livraisons devraient commencer en 2026 et la flotte atteindra sa pleine capacité opérationnelle entre 2032 et 2034, selon le gouvernement canadien. La ministre de la Défense, Anita Anand, a souligné les opportunités d'emploi qui seront générées par cette acquisition, qui devrait fournir environ 3 300 emplois par an pendant 25 ans. L'opposition a critiqué le gouvernement pour le coût élevé, les retards et le manque de transparence du processus d'acquisition.

Sophie Brochu quittera la tête d'Hydro-Québec en avril

Sophie Brochu, présidente-directrice générale d'Hydro-Québec, quittera ses fonctions en avril prochain, après trois ans de mandat. Cette décision intervient quelques mois après le rattachement du secteur énergétique au portefeuille du ministre de l'économie et de l'innovation, Pierre Fitzgibbon. Durant son mandat, Mme. Brochu a positionné Hydro-Québec comme un leader de la transition énergétique. La raison de son départ n'a pas été précisée; dans une entrevue accordée à Radio-Canada, Mme Brochu a affirmé que son départ « n'était pas une décision politique » et qu'elle était satisfaite de ses discussions avec le gouvernement.

La compagnie aérienne islandaise à bas prix Play a annoncé un nouveau service Canada-Europe

La compagnie islandaise Play proposera à partir de cet été des vols vers 13 destinations européennes au départ de l'aéroport John C. Munro de Hamilton. L'aéroport est situé à 80 km au sud-ouest de Pearson. Selon la compagnie, l'emplacement de l'aéroport à Hamilton offre « moins d'encombrement » qu'à Pearson et les prix de Play sont inférieurs à ceux d'Air Canada ou d'Icelandair au départ de Pearson. Le service de Play est un service « no-frills », c'est-à-dire sans magazine, Wi-Fi ou divertissement.

Le Bureau de la concurrence fait appel de la décision d'approuver la transaction Rogers-Shaw

Le Bureau de la concurrence a décidé de faire appel de la décision du Tribunal de la concurrence autorisant le projet d'acquisition de 20 milliards de dollars de Shaw Communications Inc. par Rogers Communications Inc. L'audience devant la Cour d'appel fédérale est prévue le 24 janvier, soit une semaine avant la date limite fixée par les entreprises pour la prise de contrôle. Le projet de prise de contrôle tel qu'agréé par le juge de première instance comprend la cession de Freedom Mobile de Shaw à Quebecor Inc. Afin de renforcer la concurrence sur le marché du sans-fil.